

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr
tél : 01 40 40 12 78

spécial



la protection sociale solidarité et efficacité sociale ! la défendre, la promouvoir la financer ! UN ENJEU DE CHOIX DE GAUCHE !

L'enjeu est clair : soit les options politiques proposées s'opposent frontalement à la déclaration de guerre que le Médef et la droite n'ont jamais abandonnée, soit elles s'adaptent à cette remise en cause. C'est une des questions posées à la gauche pour faire vraiment une politique de gauche.

Les différentes façons de présenter la diminution des dépenses prises en charge par la protection sociale se sont succédées ces dernières années, toutes travaillent dans le même sens politique : il faut diminuer la place du solidaire pour ouvrir celle de l'individuel donc du potentiellement disponible pour les produits financiers. À noter que les banques proposent des prêts pour couvrir des dépenses de santé, le profit est bon quel que soit le support !

C'est bien le cœur du problème. Pour le pouvoir financier, l'objectif est de diminuer le niveau

des dépenses sociales. Il s'agit d'ouvrir un espace de plus en plus grand

pour le financement individuel qui est source de profit pour le monde bancaire et financier. Ce qui se joue en France, depuis de nombreuses années, est une véritable course contre la montre pour installer, dans tous les domaines où intervient la Sécurité sociale, un système assurantiel individualisé !

Il faut vraiment faire du neuf, de l'inédit. Nos propositions sont claires et réalistes : une

Sécurité sociale remboursant à 100% les soins prescrits, la retraite à 60 ans à taux plein, l'accès à un service public de santé de proximité sur tout le territoire, une politique familiale universelle assise sur la cotisation, active et préservant le droit au travail des femmes, une prise en charge à 100% de la perte d'autonomie toute au long de la vie, une gestion démocratique de la Sécurité sociale.

Nous savons les financer, avec des propositions de développement de l'emploi, d'augmentation des salaires, de modulation des cotisations, de mise en place d'une cotisation sur les revenus financiers, etc.

« Jamais nous ne tolérerons que soit renié un seul des avantages de la Sécurité sociale. Nous défendrons à en mourir, et avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès » Ambroise Croizat, octobre 1950.

Nous y sommes tout autant attachés et déterminés à ne rien lâcher !

Jean-Luc Gibelin
animateur de la commission
Santé/protection sociale



pour recevoir mensuellement
Globe rouge info
et être informé des activités et initiatives de la commission
Santé/protection sociale et activité en direction des retraité-e-s
sante@pcf.fr
page web : santé.pcf.fr

la santé DANS TOUS SES DÉBATS Durant la **Fête de l'Humanité**, de nombreux débats et rencontres, sont organisés sur les questions de santé et de protection sociale. Nous publions la liste de ceux animés ou soutenus par la commission nationale.

Horaires	Thèmes	Intervenants	Stand
Vendredi 18h	Rassemblement des signataires de l'Appel Pour une protection sociale universelle et solidaire	Plusieurs signataires prendront la parole	Front de gauche
Samedi 11h	Apéro-débat : Les arguments de la campagne Retraite	Jean-Luc Gibelin	Section de Montreuil
Samedi 11h30	Psychiatrie: pour un autre plan autisme, contre le scientisme d'État	Annie David , présidente de la commission des Affaires sociales du Sénat Mireille Batut , présidente d'une association de parents d'autistes Philippe Bichon , psychiatre à Laborde membre des 39 débats animés par Serge Klopp , commission Santé PCF	Fédération PCF 91
Samedi 13h	Rencontre avec un médecin du travail et une inspectrice du travail	Dr Nadine Khayi, Dr Dominique Huez , médecins du travail et Caroline Bardot , inspectrice du travail	Fédération PCF 77
Samedi 15h	Politique familiale : au-delà des annonces, la remise en cause des principes de cette politique	Christiane Marty , ATTAC/Copernic (sous réserve) Laurence Cohen , sénatrice un syndicaliste administrateur Sécurité sociale débat animé par Véronique Sanchez	Fédération PCF Gironde
Samedi 18h	Des centres de santé plutôt que des maisons médicales	Deux élu-e-s municipaux du Mans , PCF et PG Éric May , médecin, directeur de centre de santé Jean-Luc Gibelin - débat animé par Philippe Kéravec , PCF 72	Fédération PCF 72
Dimanche 11h30	Santé, Protection sociale Europe : résistance et réponse à la privatisation du secteur public	Marie-Christine Vergiat , députée européenne Front de gauche Cristina Semblano , représentant en France du Bloc de gauche du Portugal Dr Emmanouel Kotsadinos , France/Grèce-Solidarité/Santé, représentant de Syriza de Grèce en France Dr Fabien Cohen , commission Santé/protection sociale nationale du PCF, Fabienne Binot , Sud santé sociaux et Réseau européen contre la marchandisation de la santé débat animé par Gregory Geminel , responsable Europe de la fédération PCF 94	Fédération du Val de Marne
Dimanche 14h30	Répondre aux besoins sanitaires et à la justice sociale : enjeu de nos territoires	Christine Appiani , syndicaliste Isabelle Pasquet , sénatrice, Pr Vigneron débat animé par Dr Marcel Touati	Fédération du Val d'Oise
Dimanche 14h30	Politique du médicament et bataille pour l'emploi	Syndicalistes, chercheurs débat animé par Fabien Cohen , commission Santé PCF	Section de Saint-Denis

la commission du PCF Santé/protection sociale et Activité en direction des retraité-e-s sera hébergée au stand de la fédération 77 du PCF vous y trouverez les publications de la commission, vous pourrez laisser des coordonnées pour recevoir les informations, nous pourrions organiser ensemble une initiative de la campagne Retraites du PCF et du Front de gauche VENEZ NOUS Y RENCONTRER !

BUREAU DE PRESSE DU PCF

tous les mois nous présentons un ou deux des communiqués de presse publiés à l'initiative de la commission

La commission Santé/protection sociale et Activité en direction des retraité-e-s produit plusieurs publications outre le mensuel **Globule rouge info**.

Tous les trimestres, nous mettons à disposition une publication de 4 pages en direction des salarié-e-s du secteur : **À cœur ouvert**

Tous les trimestres, le collectif national Retraité-e-s communistes publie **Plein Temps**. L'abonnement est de 10€ minimum à l'adresse : PCF/Collectif national Retraité-e-s 2 place du Colonel Fabien 75167 Paris cédex 19.

des pages web spécifiques de notre commission sont à votre disposition à l'adresse : **sante.pcf.fr** n'hésitez pas à les consulter régulièrement et à nous donner des illustrations, des informations à partager envoyez les-à l'adresse : **sante@pcf.fr**

La commission réalise, en relation avec la Fondation Gabriel Péri, les **Cahiers de santé publique et de protection sociale**.

Les 4 numéros par an sont au prix de 60€.

Pour les recevoir, écrire au secrétariat des Cahiers : Melle Isabelle Havard Centre municipal de Santé Maurice Ténine 74 avenue Pierre Larousse 92240 Malakoff

Les Cahiers de Santé Publique et de Protection Sociale
BULLETIN D'ABONNEMENT ANNUEL
à adresser au secrétariat des Cahiers : Melle Isabelle Havard
Centre Municipal de Santé Maurice Ténine
74 avenue Pierre Larousse - 92240 MALAKOFF

Je souhaite en abonner à la revue des Cahiers de Santé Publique et de Protection Sociale (à numériser).

Coordonnées à renseigner :
NOM :
Prénoms :
Adresse :
E-mail :
Tél :

Je joins un chèque de 60 euros à l'ordre des Cahiers de Santé Publique et de Protection Sociale.

Les Cahiers de Santé Publique et de Protection Sociale sont édité par la Fondation Gabriel Péri.

cet espace EST LE VÔTRE

Chaque mois, cette rubrique sur la *Santé dans les départements* permet de faire écho aux initiatives nombreuses et variées qui se tiennent de manière décentralisée autour des questions de Santé et de Protection sociale dans les départements et les régions.

C'est notre volonté de mettre la lumière sur le travail militant irremplaçable déployé sur le territoire national à propos des questions de protection sociale.

Qu'il s'agisse d'une réunion publique, d'un compte rendu de mandat, d'un atelier législatif, d'un groupe de travail en vue du projet municipal, d'une campagne coordonnée sur le département, d'une soirée de formation, d'une initiative d'éducation populaire... les occasions ne manquent pas. Toutes les expériences nous intéressent, toutes méritent d'être partagées, d'être popularisées.

En page 4, nous rendons également compte de batailles plus ponctuelles dans la rubrique *La fièvre monte !* C'est ainsi l'occasion de faire état des rassemblements, des mobilisations, des luttes et des succès arrachés...

En page 4 également, nous donnons la parole à des collectifs, des comités de défense à travers le pays. La rubrique *Les cocos dans les collectifs* est à votre disposition. Il est important de partager les expériences autour de ces rassemblements originaux et spécifiques.

Vos contributions avec photos ou illustrations sont les bienvenues !

Faites-nous passer à l'adresse de la commission : sante@pcf.fr

N'hésitez pas à faire connaître ce que réalisez !



parole d'élu-e-s

des élu-e-s utiles et en mobilisation continue

Chaque mois, nous donnons carte blanche alternativement à une élue ou un élu communiste sur les questions de Santé et de Protection sociale.

La grande variété des thèmes abordés montre l'éventail de l'intervention des élu-e-s communistes sur le terrain.

Nous avons eu ainsi des contributions d'élu-e local d'un village ou d'une commune, de conseiller-ère-s généraux ou régionaux, de parlementaire député-e ou sénatrice et sénateur.

Qu'il s'agisse de la ruralité ou des concentrations urbaines, les urgences et les mobilisations sont toujours là...

Elles et ils sont dans des situations diverses au regard des majorités des assemblées dans lesquelles elles et ils sont élu-e-s. La diversité de ces situations, celle des collectivités et des départements a toute son importance et son intérêt.

Ces contributions montrent l'utilité des élu-e-s communistes. Elles témoignent de leur mobilisation continue pour la santé et la protection sociale.

Nous avons la volonté de poursuivre. Nous sommes preneurs de ces expressions et témoignages !

des élu-e-s communistes en action de soutien début juillet à l'Hôtel Dieu de Paris



LA FIÈVRE MONTE

POUR UN AUTRE PLAN AUTISME contre le « scientisme d'état »

Tous les acteurs attendaient un « plan autisme » à la hauteur des besoins. Celui publié au printemps ne correspond pas aux attentes. Les moyens (en terme de places dans des structures adaptées et de créations de postes) débloqués sont nettement en dessous des besoins. Il est vrai que cela fait plus de 25 ans que nous manquons cruellement de places et que nombre de familles n'ont d'autre alternative que d'envoyer leur enfant dans des structures en Belgique.

La plupart des professionnels s'accorde pour considérer l'autisme à causalité multiple et complexe, associant la génétique, le développement des connexions neurologiques en lien avec les stimuli relationnels, le développement psychique... Ce rapport prend le parti de ne reconnaître qu'une causalité neurodéveloppementale entraînant des troubles de la cognition et du comportement. Il ne s'agirait pas d'une maladie, mais d'un handicap qu'il suffirait de traiter par un soutien éducatif pédagogique et comportemental.

L'HAS (Haute autorité de Santé) est chargée de définir des « recommandations de bonnes pratiques », visant à ne reconnaître que cette approche cognitivocomportementale, invalidant toute approche psychodynamique, dont celles s'inspirant de la psychanalyse.

dans la psychiatrie

Cela sur la base d'un travail de recherche dont la méthodologie multiplie les « biais » scientifiques, sources d'erreurs.

Cela aboutirait à la définition d'une véritable « science d'État », qui n'aurait rien de scientifique.

Par ailleurs, cette approche tend à opposer les TCC (techniques cognitivo comportementales) à la psychanalyse. Pourtant, l'expérience montre que c'est lorsque l'on favorise les approches à références théoriques multiples que les résultats sont les plus positifs.

Il s'agit par ce plan de limiter le traitement au symptôme en excluant la souffrance du sujet, lui déniait toute vie psychique.

Au-delà de la spécificité de l'autisme, cela rejoint les préconisations des rapports concernant la psychiatrie depuis 2003 qui visent tous à réduire les missions de la psychiatrie au traitement de la crise et du symptôme, à la normalisation des populations et au contrôle social sécuritaire.

La psychiatrie ne doit-elle pas, tout en traitant le symptôme, soigner la personne qui souffre ?

On le voit, la définition des missions de la psychiatrie est un véritable enjeu politique et nécessite un débat de société.

C'est pourquoi nous soutenons l'appel *Pour un autre plan autisme* et organisons un débat sur ces questions à la Fête de l'Humanité.

Serge Klopp

les cocos
dans les
collectifs
locaux

NOTRE SANTÉ EN DANGER

des étapes constructives pour un rassemblement indispensable

Dans la continuité des initiatives engagées par le collectif national *Notre santé en danger* depuis avril 2011, le printemps a été marqué par l'engagement des forces constitutives, notamment syndicales et politiques.

Les six heures du 25 mai dernier, pour la santé et la protection sociale, ont réuni plus de 120 militantes et militants pour débattre des thèmes essentiels tel que le financement, l'accès aux soins, l'organisation des soins et la santé en Europe.

Dans la confrontation d'analyse et de propositions, ces ateliers avaient notamment pour objectif d'améliorer le *Socle commun* en précisant quelques propositions essentielles au service des luttes en cours.

Les six heures ont permis de réels approfondissements, dans un partage fructueux et une écoute respectueuse des un-e-s et des autres. Les synthèses adoptées ont mis l'accent sur l'impérieuse nécessité d'organiser la reconquête de la Sécurité sociale avec une adhésion unanime au 100% remboursé Sécu ; de promouvoir, au-delà de la toujours nécessaire lutte pour préserver l'hôpital public, un véritable service public de santé de proximité ; de développer et rendre visibles les convergences de lutte pour la santé en Europe...

La manifestation nationale du 15 juin a elle aussi une importance politique au-delà du nombre de participants qui resta modeste. Initiée par la fédération de la santé et action sociale CGT, et rejointe par Sud Santé, elle a trouvé son caractère large, au-delà des forces syndicales, par l'engagement de la *Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité*, mais aussi de notre parti totalement partie prenante de NSED. Cette initiative nationale, avec l'ambition de rassembler salarié-e-s et usagers du système de santé, est une première (après le 2 avril 2011 qui consacra le collectif national de NSED...). Il en faudra beaucoup d'autres pour épauler les luttes locales qui s'essouffent et être à la hauteur des enjeux !

La pétition engagée au plan du réseau européen pour la santé auquel participe NSED nous donne l'occasion d'assumer nos responsabilités pour une véritable campagne de masse : l'Union européenne, dans son projet de *Directive* modifiant la passation des marchés publics, veut faire passer intégralement la Sécurité sociale, les mutuelles, les services de santé et sociaux, les organismes de retraite dans les secteurs marchands, EN CATINIMI !

Avec la Grèce, l'Espagne, le Portugal..., refusons ce projet de *Directive* ! Affirmons encore et toujours que la santé, la protection sociale sont pour toutes et tous un droit fondamental qui doit être garanti et ne peut en aucun cas être soumis aux logiques marchandes !

Évelyne Van der Heym